



# RESTITUTION

Journée d'étude du Mercredi 8 janvier 2025

# ENSEMBLE VERS UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE JUSTE EN OCCITANIE

## Sommaire

Introduction .....	3
Revivez les temps de plénière en vidéos .....	4
Atelier 1   Un accès digne à une agriculture et une alimentation durables .....	6
Atelier 2   Quelles mobilités solidaires et décarbonées pour demain .....	12
Atelier 3   Lutter contre la précarité énergétique et le mal logement à l'aune du changement climatique .....	18
Atelier 4   Garantir l'accès à l'eau dans un contexte de changement climatique .....	24
Et après ? .....	30

## Introduction

Le 8 janvier 2025, au Centre international de Météo France à Toulouse, près de 300 personnes ont participé à la journée d'étude « Ensemble vers une transition écologique juste en Occitanie », avec un message commun : justice sociale et transition écologique vont de paire et l'une ne pourra se faire au détriment de l'autre !

De ces échanges riches, nous pouvons retenir :

- Des constats partagés : bien que les populations les plus précaires aient une empreinte carbone plus faible que la moyenne, elles sont les premières à subir les conséquences du changement climatique et disposent de moins de moyens pour s'en protéger. Pour réussir, la transition écologique doit être juste et inclusive.
- Des pistes de réflexion et des idées pour construire une transition écologique qui ne laisse personne de côté : en répartissant équitablement les efforts et les bénéfices, en mettant la justice sociale au cœur de toutes les décisions et en offrant des solutions concrètes et adaptées, construites avec les personnes les plus pauvres et à partir de leur expérience.
- Des thématiques variées abordées : agriculture et alimentation durables, accès à l'eau pour tous les usages, précarité et rénovation, emplois et formations de la transition écologique, mobilités durables et inclusives, démocratie et citoyenneté...

Portée dans le cadre de la Conférence des Parties et du Pacte des Solidarités par Pierre-André Durand, Préfet de la région Occitanie, préfet de la Haute-Garonne, Céline Vachey, directrice régionale de l'ADEME Occitanie et Eric Pelisson, commissaire à la prévention et la lutte contre la pauvreté, et organisée par la CRESS Occitanie, cette journée a lancé le volet « transition juste » de la dynamique régionale de la transition écologique.

Ce document de restitution, qui fait la synthèse des échanges de la journée d'étude « Ensemble vers une transition écologique juste en Occitanie », se veut un point de départ de cette dynamique.

# Revivez les temps de plénière en vidéos

## Les échanges de la matinée



[youtu.be/kYUfu3Z8xd8](https://youtu.be/kYUfu3Z8xd8)

### Discours introductifs

**Laurent Perron** | directeur inter-régional Sud-Ouest de Météo France  
**Pierre-André Durand** | préfet de la région Occitanie, préfet de la Haute-Garonne

### Grand témoin

**Jean-Luc Delpuech** | ancien directeur général de l'école des arts et métiers, ancien maire de Cluny et actuel président de la Communauté de Communes du Clunisois.

### Pitches | La nécessaire articulation entre lutte contre la précarité et transition écologique : état des lieux de la question de la transition écologique juste en Occitanie. Où en sommes-nous ?

**Catherine Choma** | directrice de la santé publique à l'ARS Occitanie  
**Emmanuel Combet** | économiste à l'ADEME  
**Isabelle Doresse** | vice-présidente d'ATD Quart Monde, membre du CESE et du CNLE  
**Hervé Le Grand** | chef de service Etudes et Diffusion à l'INSEE Occitanie  
**Alexandre Martini** | directeur de la FHRPES  
**David Seigneuric** | ingénieur écosystémique, membre du RECO  
**Jean-Michel Soubeyroux** | directeur adjoint scientifique de Météo France

### Table ronde | Le visage de la Transition Écologique Juste en France et en Occitanie

**Agnès Langevine** | vice-présidente du Conseil Régional d'Occitanie, délégation Climat, Pacte vert et Habitat durable  
**Edern Le Dortz** | secrétaire général COP Occitanie  
**Delphine Mercadier** | adjointe au Secrétaire Général des Affaires Régionales d'Occitanie pôle politiques publiques

## Les échanges de l'après-midi



[youtu.be/MDa9syx0pqc](https://youtu.be/MDa9syx0pqc)

### Conférence | Les Métiers et compétences de la Transition Écologique Juste

**Joachim Dendievel** | secrétaire régional de l'Union régionale CFDT Occitanie  
**Bastien Espinassous** | directeur adjoint pôle Entreprises, Emploi, Economie à la DREETS  
**Frédéric Mathis** | président du réseau des écoles ÊTRE  
**Noga Raviv** | chargée de projets Emploi, référente Cité de l'Emploi

### Conférence | La démocratie et la citoyenneté au cœur de la Transition Écologique Juste

**Blandine Castanet-Charoy** | volontaire permanente à ATD Quart Monde  
**Isabelle Doresse** | vice-présidente d'ATD Quart-Monde, membre du CESE et du CNLE  
**Mickael Martin** | militant Quart Monde ayant vécu une expérience de précarité  
**Jessica Renard** | coordinatrice régionale d'E-Graine Occitanie  
**Lara Tran** | animatrice du réseau EC-LR Occitanie

### Conclusion et synthèse

**Eric Pélisson** | commissaire à la Lutte contre la Pauvreté  
**Céline Vachey** | directrice régionale de l'ADEME Occitanie

# Atelier 1

# Un accès digne à une agriculture et une alimentation durables

## Atelier | Un accès digne à une agriculture et une alimentation durables

### Contexte

De façon assez intuitive, nous observons déjà que le changement climatique et la fin de l'ère de l'abondance ont des effets directs sur nos systèmes de production agricoles et sur le prix des denrées alimentaires.

Une agriculture et une alimentation plus soutenables écologiquement ne sont aujourd'hui pas accessibles aux populations les plus fragiles, elles-mêmes touchées de plein fouet par l'augmentation de certaines dépenses incompressibles comme celles liées au logement, aux déplacements ou à l'énergie.

De plus, la raréfaction des ressources et la hausse des prix de l'énergie affectent également les producteurs qui sont parfois d'autant plus précarisés pour faire face aux investissements nécessaires pour enclencher la transition agro-écologique.

Comment dans ce contexte, permettre à la fois au monde agricole et aux personnes en précarité de se rencontrer et de prendre part à une transition écologique socialement juste ?



### Intervenants



#### Grégori Akermann

sociologue, chargé de recherches à l'INRAE

#### Marco Locuratolo

coordinateur FR CIVAM à la Caisse Commune de l'Alimentation de Montpellier

#### Olivier Rousset

directeur général de la DRAAF Occitanie

#### Louis Rouget

chargé de développement régional aux Restos du Cœur



### Les enjeux clés

- Sécurité alimentaire et nutritionnelle : accès à une alimentation saine et durable, résilience des systèmes alimentaires
- Atténuation et adaptation au changement climatique : réduction de l'empreinte écologique, biodiversité
- Souveraineté alimentaire : autonomie et diversité des productions locales
- Équité sociale et inclusion : justice sociale et économique
- Politiques publiques et gouvernance : participation citoyenne et transparence

# Solutions et initiatives existantes ou à essayer

- **Développer les caisses locales de l'alimentation : accompagnement et soutien financier des caisses pour aboutir à une Sécurité Sociale de l'Alimentation** (ex : Caiss'Alim / CAC Montpellier)
- **Faciliter l'accès au foncier pour le développement des jardins partagés et pour le soutien à l'installation de maraichers bio**
- Développer des fermes communales/ intercommunales pour assurer une alimentation de proximité, rapprocher agriculture et habitants, et favoriser l'installation/ maintien du tissu rural
- Soutenir les maraichers bio en formation via des financements assurés par les PETR (Pôles d'équilibre territorial et rural)
- Soutenir les microfoncières participatives avec installation de jardins partagés
- Soutenir l'installation de carrés des producteurs qui rapprochent les producteurs et les consommateurs
- Développer les drives fermiers qui permettent aux producteurs de constituer des paniers alimentaires
- Développer les groupements d'achat, épicerie autogérées/coopératives (Chouette coop', La Cagette), épicerie solidaires
- Permettre l'installation de conserveries et légumeries pour les cuisines centrales de la restauration scolaire
- Développer des initiatives comme le Cabas « Caracole, Bienvenue au Souk » : marché de producteurs choisis, une fois par mois
- Développer les AMAP (association pour le maintien d'une agriculture paysanne) pour produits transformés
- Créer des collectifs de citoyens qui gèrent eux-mêmes leur approvisionnement alimentaire
- Permettre l'approvisionnement des banques alimentaires par les Jardins de Cocagne
- Développer les PAT (projets alimentaires territoriaux) : collaborations au niveau du territoire
- Créer des comités citoyens, ateliers de réflexions partagées pour s'approprier les enjeux de l'alimentation : démocratie (habitants, agriculture, artisans, vie sociale)
- Développer des cuisines ouvertes
- Eduquer à l'alimentation en milieu scolaire
- Rendre effectif l'affichage de la provenance détaillées des produits alimentaires non transformés
- Généraliser les ateliers antigaspi
- Valoriser les déchets alimentaires en compost
- Permettre la traçabilité des déchets alimentaires
- Animer des ateliers sur la fresque du climat

## Initiatives à inventer

### Politiques publiques

- **Mettre en place la Sécurité sociale de l'alimentation**
- **Construire et animer des Conventions citoyennes de l'alimentation (locales et décisionnaires)**
- **Mettre en place une Chambre régionale de l'alimentation**
- Fournir un accompagnement individualisé aux agriculteurs conventionnels qui veulent passer en bio
- Créer un fonds de collecte des montants défiscalisés par la grande distribution, pour soutenir les projets de transition
- Créer « Le pack alimentaire engagé » regroupement de financements publics/ privés à l'échelle d'une collectivité (métropole, département, région) pour le « mieux manger pour tous »
- Mettre en place un Revenu universel
- Favoriser les produits nationaux
- Créer des malus sur les produits industriels pour augmenter leur qualité
- Taxer les revenus privés et les produits importés

### Solidarité et coopération

- **Intégrer la participation des plus pauvres à la gouvernance des associations pour la souveraineté alimentaire**
- Faciliter les échanges entre agriculteurs et consommateurs
- Créer des épicerie solidaires basées sur la SSA (sécurité sociale de l'alimentation)
- Mettre en place des « Repas suspendus »

### Expérimentations

- Création d'une école co-éducative enfant/ adulte sur l'alimentation durable
- Elargir les modèles AMAP à plus de produits
- Mettre à disposition des terrains agricoles en collaboration avec les maraichers

# Quels besoins pour prendre part à la transition écologique juste à l'échelle individuelle / des structures ?



## Financement

- **Besoin de financer le lancement et l'animation d'initiatives locales : paniers solidaires, épicerie de producteurs, développement des caisses locales de l'alimentation, ...**
- **Besoin de financer les expérimentations : sortir de l'injonction d'innovation et de modèle économique**
- Besoin de financements pour mieux doter les projets en moyens humains
- Besoin de pérennisation des financements publics dédiés : sortir des appels à projets et des fonds d'ingénierie
- Besoin de visibilité sur les marchés publics pour la collecte et la valorisation des déchets alimentaires

## Coopérations

- Besoin d'impliquer les citoyens dans les projets pour aller vers une « démocratie ouverte »
- Besoin de faciliter les retours d'expériences entre acteurs lors des expérimentations
- Besoin de création de groupes d'appui pour la construction des PAT
- Besoin de plus d'écoute bienveillante et de dialogue constructif avec les institutions
- Besoin de développer les échanges avec d'autres structures, mise en réseau des acteurs, communication
- Besoin de mieux connaître les besoins et difficultés des acteurs locaux (agriculteurs, acteurs de la solidarité) pour lever les freins (en tant que collectivité)

- Besoin d'une offre alimentaire regroupée de qualité, de proximité, en milieu rural

## Régulation

- **Besoin de réguler l'accès au foncier, pour prioriser les projets de production nourricière locale**
- Besoin d'un changement radical des cadres réglementaires : le modèle économique basé sur le capitalisme concurrentiel est un frein
- Besoin de faire respecter la loi sur les GMS
- Besoin de favoriser le Commerce équitable
- Besoin d'inciter les magasins à vendre plus de local et de vrac

## Sensibilisation

- Besoin de sensibilisation pour permettre les changements de pratiques : acheter local, bio, consommer moins de viande
- Besoin de sensibilisation des publics précaires à une alimentation durable : méconnaissance de certains produits
- Besoin de formations des acteurs locaux aux questions environnementales et sociales
- Besoin de sensibilisation des collaborateurs en entreprise sur la « transition écologique juste » via les programmes RSE (sur le volet « alimentation durable »)

# Quels besoins pour prendre part à la transition écologique juste à l'échelle collective / du système ?



## Politiques publiques

- **Besoin de déployer une sécurité sociale de l'alimentation**
- **Besoin de mettre en place une cotisation sociale alimentaire généralisée au profit des caisses locales de l'alimentation**
- **Besoin de mieux flécher les financements : soutenir la transition des exploitations agricoles et des industries de transformation, et réduire le financement de l'agro-industrie extensive et « conventionnelle »**
- **Besoin de donner plus de pouvoir et de démocratie localement**
- Besoin d'un budget Etat-Europe clair pour accompagner la transition
- Besoin d'un soutien au développement des nouveaux moyens de production
- Besoin de valoriser le financement des quartiers prioritaires

## Solidarité et coopération

- **Besoin de toucher en dehors de l'« entre-soi » des consommateurs responsables, pour réussir le changement d'échelle**
- **Besoin de renforcer les liens et la reconnaissance du milieu de la recherche pour accompagner les initiatives citoyennes et associatives / publiques (diagnostic territorial, ressources) : recherche appliquée**
- Besoin de remplacer « humanitaire et caritatif » par « solidarité et justice sociale »
- Besoin de lancer et d'animer un groupe de travail avec les acteurs locaux
- Besoin d'espaces d'échanges entre agriculteurs, consommateurs et distributeurs

# Atelier 2

# Quelles mobilités solidaires et décarbonées pour demain ?

## Atelier | Quelles mobilités solidaires et décarbonées pour demain ?

### Contexte

Comme souligné lors de la mise en œuvre des ZFE, les questions de mobilité décarbonée sont représentatives de la fracture sociale qui peut exister autour des enjeux de transition écologique. Les populations les moins aisées sont également les plus dépendantes d'un véhicule personnel, résident dans des territoires peu ou mal desservis par les transports en commun ou dans lesquels les infrastructures cyclables ne sont pas ou peu déployées.

La question de la dépendance au véhicule thermique se fait d'autant plus ressentir dès lors que l'on s'éloigne des centres urbains où les transports en commun sont trop peu fréquents lorsqu'ils ne sont pas absents.

Comment permettre à ces publics de continuer à se déplacer librement sans être les victimes des politiques de lutte contre les véhicules fortement émissifs, tout en réduisant notre empreinte carbone collectivement ?



### Intervenants

- Clara François**  
chargée de mission mobilité à l'ADEME
- Emilie Fritsch**  
chargée de mobilité à la Région Occitanie
- Josy Saelen**  
coordinatrice de Mob'In Occitanie
- Benjamin Saubion**  
responsable d'études Mobilités au CEREMA
- Thibaut Vigouroux**  
chargé de mission gratuité des transports publics à Montpellier Méditerranée Métropole



### Les enjeux clés

- Accessibilité et équité sociale : inégalités territoriales, personnes à mobilité réduite
- Atténuation et adaptation au changement climatique : réduction des émissions de gaz à effet de serre, promotion de la mobilité douce
- Politique publique et gouvernance : cadre réglementaire et incitations, participation et engagement citoyen
- Economie et emploi : nouveaux métiers, reconversions

# Solutions et initiatives existantes ou à essayer

## Offres de transports et intermodalité

- Promouvoir l'autopartage, la marche, le vélo
- Promouvoir les réseaux de covoiturage locaux
- Améliorer l'offre de transports en commun : plus dense, plus fréquent, gratuité, « véhicules propres »
- Développer l'offre de transport à la demande (TAD)
- Faciliter le développement des véhicules intermédiaires : aide à l'achat, diversité des véhicules (pour pistes cyclables, voirie classique)
- Soutenir et essayer les Vélo écoles
- Développer des offres de transports sociaux

- Promouvoir et développer les véhicules collectifs
- Proposer des navettes pour les seniors
- Promouvoir et permettre le partage de flotte de véhicules appartenant à des entreprises, collectivités, associations
- Développer les transports en zones rurales

## Information et sensibilisation

- Développer les points d'info mobilité pour l'accès à l'information
- Faire de la sensibilisation et pédagogie dans les écoles et entreprises sur le vélo
- Mettre en place des enquêtes, par les sociétés de déplacement, pour prendre l'avis des usagers

## Financement

- Mettre en place la gratuité ou la tarification solidaire des transports en commun
- Flécher les aides en fonds propres des collectivités vers la mobilité durable et solidaire : métropoles (ZFE) et conseils départementaux (cyclomobilité professionnelle, vélocargo)
- Permettre le Leasing solidaire
- Développer le Microcrédit Mobilité
- Permettre les prêts de vélos sur longues périodes (1 an, 2 ans...)
- Mettre en place des primes pour covoiturage, mobilité douce

## Aménagement des territoires

- Favoriser l'implantation de tiers lieux ou conciergeries au sein des territoires, à proximité des lieux d'habitations ou de travail pour accéder aux biens et services en se déplaçant moins loin
- Construire et valider collectivement les PAMS (plans d'action pour la mobilité solidaire)
- Réorganiser les réseaux de transport en ville : plus de zones piétonnes, plus de pistes cyclables
- Réserver des files de circulation pour des véhicules contenant plusieurs passagers

## Initiatives à inventer

### Offres de transport

- Concevoir et mettre à disposition des véhicules hybrides ou électriques jusqu'à 9 places pour les déplacements collectifs (activités sportives, sorties en alternative aux véhicules perso) électriques, hybrides et intermédiaires dans chaque interco et communes de plus de 500 habitants avec mutualisation à l'échelle de la région afin d'augmenter les rayons des déplacements possibles
- Mettre à disposition du « Transport d'utilité sociale »
- Concevoir et mettre à disposition des vélos et des véhicules à assistance électrique pour les personnes à mobilité réduite
- Mettre à disposition de véhicules
- Mettre en place des navettes vers tous les points de passage importants (gares, aéroports...)
- Développer des autoécoles solidaires
- Financer l'ingénierie

### Expérimentations, aménagement du territoire

- Réserver des voies pour les mobilités solidaires et décarbonées : sur l'autoroute, voies express vélo ...
- Favoriser les Plans mobilité en entreprise
- Mettre en place des navettes quotidiennes à horaires fixes entre les lieux très peuplés et les lieux très attractifs, avec voies réservées
- Concevoir des transports hydrogène et électriques accompagnés d'une gratuité ou d'un tarif unique
- Promouvoir Fertic (application qui permet d'obtenir des gratuités lorsqu'on utilise les transports en commun)
- Mettre en place la « journée sans voiture » comme en Belgique
- Promouvoir le Schoolbus (bus-vélo dans lequel tout le monde pédale)

### Information et coopération

- Participation des personnes directement impactées par les inégalités en matière de mobilité à l'organisation (réorganisation/ création de transports) avec les décideurs
- Créer un guichet unique d'offres de transports en commun
- Concevoir une plateforme d'information et de réservation multimodale à l'échelle des bassins de mobilité
- Regrouper les initiatives diverses des acteurs locaux (fédérations, groupements)
- Améliorer la communication entre sociétés de transports et usagers

## Quels besoins pour prendre part à la transition écologique juste à l'échelle individuelle / des structures ?

- **Besoin de repenser l'aménagement du territoire : continuité et maillage plus important des pistes cyclables, et espaces piétons**
- **Besoin de renforcer et sécuriser les services de mobilité : plus de stationnements vélo et VAE à proximité des zones d'activité / commerciales**
- **Besoin de faciliter l'accès à l'information mobilité (horaire, tarification)**
- Besoin de développer des offres mobilité pour le dernier kilomètre : navette, location de voiture, transport en commun
- Besoin d'une incitation publique (Etat, région) pour adapter les lieux de travail à la mobilité douce : installation de garages à vélo et de douches
- Besoin de rendre accessible, aux agents et habitants des collectivités, les moyens de transports alternatifs à la voiture individuelle
- Besoin de réaliser des diagnostics mobilité sur le modèle du diagnostic énergétique pour accompagner sur l'optimisation des solutions de mobilité des territoires
- Besoin de réaliser et de partager une cartographie des acteurs de la mobilité

## Quels besoins pour prendre part à la transition écologique juste à l'échelle collective / du système ?

### Aménagement du territoire et offre de mobilité

- **Besoin d'encourager et de faciliter l'accès au multimodal pour les publics en situation de précarité**
- **Besoin de soutenir le réemploi des véhicules d'occasion et d'y associer les entreprises (défiscalisation si réemploi flotte de véhicules)**
- Besoin de mettre en place un réseau cyclable ininterrompu à l'échelle du département
- Besoin de faciliter les voyages en train, RER et TER, avec un vélo
- Besoin de proposer des lignes de bus et métro depuis les gares
- Besoin d'augmenter la fréquence des transports en commun
- Besoin d'une meilleure coordination bus-train
- Besoin de mise en place de Plans de mobilités durables dans les entreprises

### Coopération, gouvernance

- **Besoin d'encourager la coordination entre les structures : carte multimodale pour possibilité de faire du vélo, autopartage avec une carte**
- **Besoin d'intégrer les freins des populations les plus fragiles dans les réflexions : financement, accessibilité, peurs, capacités...**
- Besoin de favoriser l'accès à l'information, et l'éducation à la mobilité douce

# Atelier 3

## Lutter contre la précarité énergétique et le mal logement à l'aune du changement climatique

### Atelier | Lutter contre la précarité énergétique et le mal logement à l'aune du changement climatique

#### Contexte

En France, la grande partie de notre consommation d'énergie est au service du secteur résidentiel. De nombreux dispositifs d'aides existent pour permettre aux foyers français d'engager des travaux de rénovation énergétique mais ces dispositifs ne couvrent pas le reste à charge à 100% et peuvent s'avérer complexes pour des personnes en précarité.

La réalisation de ces travaux nécessite bien souvent d'être propriétaire et les différentes réglementations mises en place pour inciter les propriétaires à rénover les passoires thermiques en location engendrent la plupart du temps une diminution de l'offre locative ou une sortie de ces logements du cadre légal.

Comment favoriser la transition énergétique du parc résidentiel en garantissant l'accès aux personnes précaires à des logements décents et sobres en énergie ? Quelles initiatives peut-on généraliser et quelles coopérations doit-on développer pour inclure les personnes en situation de précarité dans ces scénarios ?



#### Intervenants

**Gilles Berhault**  
délégué général  
de Stop à l'Exclusion Energétique

**Stéphane Calt**  
directeur de la gestion locative  
au Groupe Les Chalets

**Martin Dassieu**  
directeur Développement et  
Innovation aux Compagnons  
Bâtisseurs

**Nicolas Rasson**  
directeur de l'aménagement  
à la DREAL Occitanie



#### Les enjeux clés

- Accessibilité et équité sociale : précarité énergétique
- Atténuation et adaptation au changement climatique : rénovation et efficacité énergétique des logements
- Politiques publiques et gouvernance : stratégies intégrées et cohérentes, participation des parties prenantes (collectivités, entreprises, associations, citoyens)
- Soutien financier et accès aux ressources : financements des travaux de rénovation, accès à l'information et aux services, subventions
- Emploi et formation : création d'emplois dans le secteur de la rénovation (métiers, reconversion)

# Solutions et initiatives existantes ou à essayer

## Information et sensibilisation

- Généraliser sur le territoire les accompagnements à la sortie de la précarité énergétique (cf programmes SLIME)
- Communiquer de manière positive sur les « refuges climatiques » (cf bibliothèques ouvertes sur horaires élargis en alerte canicule)
- Impliquer les personnes en situation de précarité et les habitants des quartiers dans les réflexions, pour modifier les comportements et les pratiques (cf expérience à cendras 34)
- Rendre accessibles les démarches financières et opérationnelles à l'ensemble de la population : accompagner les publics au montage de dossiers pour obtenir des aides financières
- Accompagner les publics dans le choix de la solution technique adaptée
- Proposer des « cafés de la rénovation énergétique » : événementiel au plus proche des habitants pour réunir les acteurs de la rénovation dans un seul lieu et « dédramatiser » les dispositifs d'aide à la rénovation qui peuvent effrayer ceux qui en ont besoin
- Sensibiliser aux économies d'énergie
- Faire connaître les actions et services de la Maison de l'énergie de Toulouse métropole aux communes et habitants
- Faire connaître le travail du service Aide au logement de Toulouse Métropole aux communes
- Faire connaître le Service d'accompagnement à la rénovation énergétique (SARE)
- Faire connaître les Maisons France services et la Maison de l'habitat
- S'inspirer de solutions existant à l'international

## Financement

- Mettre en place des dispositifs de rénovation en masse (MassiRéno)
- Déployer un Fonds zéro reste à charge
- Proposer du Don d'énergie (cf Energie solidaire)
- Permettre la conservation des allocations dans l'attente de réalisation de travaux
- Déployer les solutions de financement : Ma prime renov, accompagnateur renov, chèque électricité, CCAS, bailleurs sociaux, associations...
- S'appuyer sur les Certificats d'économie d'énergie (CEE)
- Faire connaître le Prêt Avance rénovation
- Généraliser la collaboration entre CAF et collectivités
- Développer les rénovations/isolations/ remplacements de vieux matériel de chauffage, avec une prise en charge du reste à charge par des associations

- Promouvoir des solutions « Lowtech » pour éviter la climatisation (confort d'été) : brasseurs d'air, filtres anti UV, volets

## Solutions techniques

- Utiliser des matériaux de réemploi pour l'isolation des bâtiments (laine, tissus)
- Mener une réflexion globale sur la construction neuve et l'architecture adaptée aux futures fortes chaleurs
- Renforcer la réglementation RGE
- Généraliser les programmes SLIME/ANAH/CEE

## Nouvelles formes d'habitats

- Promouvoir et développer les formes d'habitat partagé
- Développer la cohabitation intergénérationnelle (1 senior + 1 jeune) pour économies d'énergie et de construction, solidarité (cf Asso Mieux Ensemble à Toulouse)

## Initiatives à inventer

### Information accessible et unifiée

- Aborder différemment les enjeux d'énergie : intégrer la notion de santé et de soin
- Trouver les bons mots : être simple, inspirant plutôt que « donneur de leçons »
- Centraliser l'accompagnement et l'information: des guichets et des accompagnateurs vraiment uniques, du début à la fin du projet
- Témoigner localement sur les chantiers de rénovation : « les ménages parlent aux ménages »
- Sensibiliser à la transition énergétique obligatoire des héritiers lors de successions
- classées E, F, G
- Former les syndicats de copropriété, propriétaires, locataires
- Déployer des dispositifs de contrôle sur la mise en location logements G et F
- Faire plus de liens avec les banques pour qu'elles sachent orienter et conseiller les ménages
- Mettre en place des espaces de partages d'expérience pour massification
- Déployer des dispositifs d'accompagnement des habitants gratuits, avant et après projet

### Financements

- Développer les programmes de l'ANAH, OPAH et PIG sur tout le territoire (amélioration de l'habitat privé via des aides financières aux propriétaires et collectivités)
- Développer les financements participatifs et privés (fondations, mécénats), et projets de rénovation énergétique collectifs entre voisins, amis, bénévoles...

### Régulation

- Inciter les rénovations dans les quartiers insalubres : cibler les bailleurs
- Travailler à la sécurité énergétique des logements
- Concevoir des dispositifs simples avec financement pour permettre des actions massives
- S'assurer que les allocations ne sont versées que si le logement est décent
- Mettre en place une charte éthique pour les entreprises
- Encourager la certification RGE (Reconnu Garant de l'Environnement) des entreprises
- Lutter contre la fraude énergétique

### Coopération et adaptation

- Réunir tous les acteurs du logement, y compris les petites associations qui œuvrent à trouver des solutions novatrices
- Apprendre auprès des personnes/ pays touchés par les canicules/hautes températures (patio, semi-enterré) / s'inspirer entre cultures, pays du monde
- Revégétaliser les villes
- Proposer des accueils de jour tempérés pour « repos chaleur » et des espaces de repos collectifs (comme en EHPAD)
- Cibler, « aller vers » les personnes en précarité
- Déployer des coopératives d'habitants pour la rénovation et transition
- Valoriser les ressources naturelles locales

# Quels besoins pour prendre part à la transition écologique juste à l'échelle individuelle / des structures ?



## Information et coopérations

- **Besoin de connaître les expérimentations réalisées pour lutter contre la précarité énergétique, afin de monter des projets de recherche associés**
  - **Besoin de rendre lisible les dispositifs de soutien existants pour s'en saisir plus facilement : guichet unique logement**
  - **Besoin de recenser les initiatives éprouvées, pour plus de répliquabilité**
  - **Besoin de communiquer et d'animer les aides existantes**
  - **Besoin de permettre les échanges interinstitutionnels, décloisonnement, échanges de pratiques pour une vision globale et une meilleure interconnaissance (DDT, DDETS)**
- Besoin d'encourager les pratiques hybrides comme les logements partagés
  - Besoin de disposer d'une analyse précise des écogestes utiles, et des dépenses énergétiques par grands types d'usages
  - Besoin de sensibiliser les jeunes, écoles
  - Besoin de connaître et d'identifier les personnes en situation de précarité sur le parc privé du territoire
  - Besoin de faciliter la rencontre des bailleurs sociaux avec les associations locales qui développent la cohabitation senior/jeune
  - Besoin de comprendre quels sont les interlocuteurs administratifs pour les innovations techniques

## Politiques publiques

- **Besoin d'une politique publique nationale de long terme pour éviter les plans et schémas courttermistes**
- Besoin d'une réglementation stabilisée avec des conditions financières favorables aux personnes en situation de précarité
- Besoin d'évaluer les politiques mises en place, et d'assurer une transparence
- Besoin d'inciter à la construction et à la rénovation durable des bâtiments
- Besoin d'accélérer le calendrier d'interdiction des locations des passoires énergétiques en parc privé

# Quels besoins pour prendre part à la transition écologique juste à l'échelle collective / du système ?



## Coopération

- **Besoin de décloisonner davantage les interventions et financements pour plus de transversalité**
  - **Besoin de mieux lier les acteurs des filières sociales et techniques notamment dans le repérage des ménages en difficulté**
  - **Besoin de participation citoyenne dans les travaux**
  - Besoin d'avoir un chef de file ou une coordination des actions en matière de précarité énergétique
- Besoin d'intégrer la précarité énergétique sous une vision plus globale
  - Besoin de plus de coordination entre les structures de la transition énergétique
  - Besoin de soutien à la constitution de collectifs

## Politiques publiques

- **Besoin de stabiliser les dispositifs/aides, et de simplifier les démarches**
- **Besoin de lutter et de communiquer sur les fraudes**
- **Besoin de renforcer les aides et dispositifs financiers existants (CEE)**
- **Besoin de garantir la prise en charge du reste à charge lors d'une rénovation énergétique**
- **Besoin de mettre le sujet de la précarité énergétique dans le débat public**
- Besoin d'assurer l'interdiction des passoires énergétiques
- Besoin de conditionner les prestations CAF aux DPE ou permis de louer quand il est en vigueur
- Besoin de réguler les logements vacants

## Expérimentations

- Besoin de développer les expériences de terrain
- Besoin de données : connaître pour agir
- Besoin d'expérimenter et d'encourager l'utilisation de matériaux biosourcés

# Atelier 4 : Garantir l'accès à l'eau dans un contexte de changement climatique

## Atelier | Garantir l'accès à l'eau dans un contexte de changement climatique

### Contexte

En plein hiver, plusieurs départements d'Occitanie sont déjà touchés par la sécheresse.

La ressource en eau est essentielle au bon fonctionnement de notre société, au cœur des ménages, des entreprises et de notre système agricole.

Comment garantir un accès juste à l'eau pour l'ensemble de la population et des usages ?



### Intervenants

**Aude Witten**  
directrice adjointe de l'Agence  
de l'Eau Adour Garonne

**Jean-Marc Hamon**  
conseiller environnement et RSE  
à la Coopération Agricole

**René Revol**  
maire de Grabels

**Christophe Audouin**  
vice-président des Relations  
institutionnelles du Pôle Aqua-  
Valley



### Les enjeux clés

- Accessibilité à l'eau et équité : zones rurales, quartiers défavorisés
- Gestion durable : protection des ressources en eau, qualité (surexploitation, pollution)
- Atténuation et adaptation au changement climatique : planification proactive (résilience)
- Politique publique et gouvernance : cadre législatif, coordination et coopération (gestion intégrée, régulation)
- Economie et financement : tarification équitable, investissements
- Education et sensibilisation : bonnes pratiques

# Solutions et initiatives existantes ou à essayer

## Solutions techniques

- Restaurer et améliorer la qualité des sols : améliorer l'infiltration des eaux de pluies
- Réutiliser l'eau, multiplier les infrastructures pour recycler l'eau
- Aborder la question de l'eau dans un contexte d'écologie industrielle et territoriale (synergies, mutualisation)
- Essaimer certaines pratiques agricoles : conservation des sols, diminution des cultures très gourmandes en eau, sensibilisation des agriculteurs (agroclimatologie)
- Renaturer, mettre en place des solutions fondées sur la nature pour stocker l'eau et réduire les pollutions
- Récupérer les eaux de pluies
- Distribuer des kits d'économie d'eau par les

collectivités (mousseurs, réducteur de débit, chasse d'eau...)

## Solutions comportementales

- Encourager la sobriété : requestionner les pratiques, les demandes en eau
- Faire le lien entre précarité, santé et qualité de l'eau
- Allier performance écologique/économique/sociale
- Accompagner les changements de pratiques comportementales
- Former et sensibiliser les usagers
- Proposer de la médiation grand public sur la ressource eau et adaptation autour du paysage (type balade)

## Solutions organisationnelles et réglementaires

- Préserver l'organisation hydrographique de l'eau : agences, Parlements, Commissions Locales de l'Eau (CLE)
- Articuler les notions de démocratie participative, de démocratie représentative et d'équité procédurale
- Finaliser le corpus de textes réglementaires sur la réutilisation de l'eau

## Solutions de financement de la politique de l'eau

- Encourager la combinaison des tarifications
- Déployer des tarifications sociales de l'eau
- Déployer la logique des paiements pour services environnementaux
- Intégrer la notion de gestion collective du risque : idée de la PAC avec des contrats
- Financer des audits et accompagner les travaux de recherche et lutte contre les fuites/gaspillage

## Initiatives à inventer

### Tarification, financement et régulation

- Déployer une tarification généralisée solidaire / équitable
- Accompagner financièrement les agriculteurs à économiser l'eau : nouvelles cultures, abandonner le maïs
- Déployer une tarification incitative : pour les industriels, crédits d'impôts pour les entreprises
- Catégoriser les usages grand public et les prioriser afin de réguler pendant les périodes de tension

### Coopération

- Développer une réflexion plus poussée sur la qualité de l'eau et la précarité
- Rendre les citoyens co-décisionnaires dans la gouvernance de l'eau (collège citoyen dans les CLE)
- Appuyer le lien entre les acteurs de la gestion de l'eau et les citoyens pour de la montée en connaissance réciproque
- Renforcer les dispositifs de formation de la jeunesse

### Expérimentation et conception

- Concevoir et déployer des techniques de réutilisation pour différents usages
- Proposer des solutions simples comme l'accès aux fontaines à eau dans les villes
- Partager une méthode de calcul de l'empreinte eau
- Déployer des capteurs d'eau intelligents, individuels (comme Linky pour les ménages)
- Expérimenter « La journée sans l'eau », à l'instar de « la journée sans voiture »
- Proposer un musée sur la Garonne pour parler d'histoire, identité, économie, biodiversité, changement climatique et ancrer nos adaptations

# Quels besoins pour prendre part à la transition écologique juste à l'échelle individuelle / des structures ?



## L'eau comme bien commun

- **Besoin de conserver l'eau comme bien commun non marchand** : qu'elle ne devienne pas un produit, comme le pétrole
- Besoin d'une planification écologique renforcée pour l'eau, et budgétée

## Information et formation

- **Besoin de déployer un « Ecoscore » environnemental qui prend en compte l'eau**
- **Besoin d'une meilleure connaissance de la situation économique et sociale du bassin hydrographique**
- **Besoin d'un diagnostic santé-eau**
- Besoin de visibiliser la consommation d'eau
- Besoin de former les accompagnateurs des entreprises et collectivités
- Besoin, pour les entreprises, d'outils pour sensibiliser les bénéficiaires et collaborateurs au sujet de l'eau
- Besoin d'harmoniser et de stimuler l'existant

## Coopération

- **Besoin de s'équiper en compétences, références, et en ressources (recherche) sur la notion d'équité et de justice sociale, pour éviter d'aborder la question sur l'aspect uniquement technique et alimenter les Parlements (pour les acteurs de la gestion de l'eau)**
- **Besoin de réaliser un état des lieux des instances existantes en matière de Démocratie de l'eau : identifier celles à renforcer**
- Besoin de connaître les initiatives, expérimentations, et leur déclinaison concrète, avec la place et le rôle de chacun (collectivités, privé, citoyen...)
- Besoin de trouver des partenaires pour développer des projets de renaturation
- Besoin d'intégrer des programmes de recherche aux réflexions sur la gestion de l'eau
- Besoin d'interconnaissance
- Besoin d'organiser un lien plus fort au citoyen sur les enjeux de l'eau
- Besoin d'une meilleure connaissance des acteurs de l'eau et leurs missions
- Identifier les marchés publics dédiés à l'accès équitable à l'eau

# Quels besoins pour prendre part à la transition écologique juste à l'échelle collective / du système ?



## Développer des approches intégrées

- **Besoin d'aborder les enjeux de façon éco systémique : les enjeux d'eau sont liés à ceux de l'alimentation, développement économique, santé...**
- **Besoin de faire des passerelles entre les politiques publiques : aménagement, urbanisation, politique agricole commune ...**
- **Besoin d'une gouvernance plus partagée, d'animer les réseaux locaux**
- **Besoin d'accompagner le droit à l'eau, de devoirs/contreparties en matière d'économie, de pollution**
- Besoin de former à des solutions moins technocentrées, pour aller vers des approches centrées sur les usages
- Besoin de développer les coopérations pour une économie des liens : moins de biens, plus de liens
- Besoin de questionner les passerelles et préconisations sur les schémas d'aménagement du territoire et entre les secteurs d'activités, intégrer la planification de l'eau lors de l'élaboration des PLU à l'échelle de l'intercommunalité
- Besoin de planifier et de passer à l'action

## Mettre en place une politique tarifaire juste

- **Besoin de mettre en place une tarification solidaire de l'eau**
- Besoin de mener des réflexions sur la tarification juste de l'eau : une tarification progressive pour incitation via signal prix est-elle juste ?
- Besoin de fluidifier l'accès aux financements et au foncier pour la mise en œuvre de Solutions fondées sur la nature
- Besoin de faire monter en connaissance les acteurs et le grand public sur la gestion de l'eau





En partenariat avec

